

# PLÉNIÈRE CONSEIL AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

## 13 Juin 2023 – Athénée Municipal de Bordeaux

### Compte-rendu des échanges

#### Ordre du jour

- I. Introduction
- II. Retour sur le premier Cotech Partenarial du Conseil Agricole et Alimentaire post élections
- III. Les actualités en matière de communication
- IV. Présentation de la candidature de Bordeaux Métropole à l'AMI Démonstrateurs Territoriaux des Transitions Agricoles et Alimentaires
- V. Temps fort de la plénière :
  - a. Table ronde : L'exception alimentaire quelle définition, comment s'en emparer en tant que collectivité ?
  - b. Ateliers de travail
- VI. Retours sur les ateliers et mot de la fin

*Vous retrouverez l'ensemble des documents présentés sur le diaporama associé à ce compte-rendu.*

#### Introduction

Patrick PAPADATO introduit cette deuxième plénière de l'année, mais la première avec les nouveaux membres élus du Comité technique Partenarial (instance de suivi et d'orientation des actions du PAT).

Il remercie les membres de leur présence lors du dernier comité technique, le 31 mai dernier qui a permis de :

- Rappeler le rôle et les fonctions du Conseil Agricole et Alimentaire
- Rappeler les fonctions des élus et l'organisation avec l'équipe de Bordeaux Métropole.

Ce premier Comité technique partenarial a également permis d'installer les nouveaux élus et de permettre à chacun de mieux se connaître. En parallèle, nous avons fait un point sur les actions phares du PAT.

#### Retour sur le fonctionnement du Conseil Agricole et Alimentaire

Le Conseil Agricole et Alimentaire est l'instance de gouvernance du PAT, il fait suite au CCGAD qui a permis la construction de la stratégie de Bordeaux Métropole.

Lors de la plénière du 14 Mars dernier qui s'est tenue au MIN, ses nouveaux représentants ont été élus, pour une durée de 4 ans.

Le comité technique partenarial suit, oriente et évalue la mise en œuvre de la SRAA. Il est principalement composé des représentant·e·s des différents collèges du Conseil Agricole et Alimentaire ainsi que des 28 communes de Bordeaux Métropole et les principaux partenaires institutionnels et techniques (acteurs agricoles et alimentaires du territoire...).

- Collège #1 : Acteur·rice·s des politiques publiques et accompagnateur·rice·s
- Collège #2 : Acteur·rice·s de la production alimentaire et agricole et accompagnateur·rice·s
- Collège #3 : Acteur·rice·s de la transformation alimentaire et accompagnateur·rice·s
- Collège #4 : Acteur·rice·s de la distribution alimentaire et accompagnateur·rice·s
- Collège #5 : Acteur·rice·s pour la sensibilisation, la défense des intérêts et l'aide aux changements de pratiques des mangeurs et des mangeuses

A l'occasion de cette plénière, nous avons choisi de proposer à un représentant de collège de venir témoigner. Il s'agissait de présenter sa place au sein de cette instance, préciser son niveau d'implication, leurs attentes et motivations. Chacun à sa manière a pu aborder les ambitions qu'il souhaite porter via l'instance de gouvernance pour faire évoluer le monde agricole et alimentaire et rendre accessible au plus grand nombre une alimentation de qualité.

## Les actualités en matière de communication

### ■ L'évolution des outils de communication : le site internet

Le **site internet** du CCGAD, historiquement mis en place afin de valoriser, sensibiliser et faire connaître les actions, va disparaître. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie de communication externe, Bordeaux Métropole a fait le choix de regrouper l'ensemble de ces informations sur le site parent, entraînant la suppression des sites annexes comme celui du CCGAD. Par conséquent, le site du PAT va être fondu dans le site « parent » de Bordeaux Métropole.

Le nouveau site internet sera construit selon 2 entrées :

- Les politiques publiques de Bordeaux Métropole ;
- Les actions au service des acteurs.

Les deux rubriques reprendront des éléments de présentation du PAT et valoriseront les actions. A ce stade, le contenu est « léger » et l'équipe est mobilisée sur la rédaction de contenu qui sera publié avant fin 2023 afin de ne pas perdre en visibilité malgré la perte d'un site dédié.

### ■ L'évolution des outils de communication : la communication sur les actions du Conseil Agricole et Alimentaire et le PAT

Avec la perte du site internet dédié, il est nécessaire de se questionner sur la continuité de la valorisation des actions du PAT. Aussi, l'équipe est actuellement en train de revoir le contenu de **l'infolettre** afin d'adapter son contenu aux besoins et évolutions des derniers mois. Cette infolettre sera diffusée à partir de fin 2023.

*Les éléments de présentation sont consultables diapo 10 et 11.*

En parallèle, l'équipe cherche à créer **d'autres outils de communication**, notamment un outil collaboratif pour le Conseil Agricole et Alimentaire. L'objectif serait de maintenir une dynamique de réseau et valoriser les actions du PAT mais aussi des membres du réseau comme c'était le cas avec le site. Cet outil serait actif en permanence et serait un outil ressource pour les acteurs. Son accès sera limité aux membres du Conseil Agricole et Alimentaire uniquement. En parallèle, l'outil nous permettrait de créer des sous-groupes thématiques (ex. par groupe de travail, collègues, etc.).

Apolline BEYRIS--DUVIGNAU présente les objectifs et principes d'un outil d'échange. L'option d'une équipe Teams est celle qui est actuellement envisagée, pour s'intégrer dans la stratégie globale de communication en réseau de la métropole.

Un questionnaire est proposé aux personnes présentes pour obtenir leur avis.

**Conclusions :** Les membres du Conseil Agricole et Alimentaire approuvent majoritairement l'utilisation de Teams comme outil collaboratif d'échanges entre eux. Malgré tout, plusieurs contraintes ont été énoncées. Une formation avec une spécialiste Teams de Bordeaux Métropole sera proposée pour rassurer les personnes réticentes.

La majorité des membres du Conseil Agricole et Alimentaire approuvent également la création d'un groupe LinkedIn privé et considèrent que ce groupe leur serait utile.

**L'équipe d'animation du Conseil Agricole et Alimentaire va créer un groupe spécifique sur Teams ainsi qu'un groupe fermé LinkedIn pour animer le réseau, en parallèle des rencontres en présentiel.**

*Les éléments de présentation sont consultables diapo 12 à 14.*

### ■ Le site Entreprendre

Le nouveau site internet de Bordeaux Métropole propose une nouvelle rubrique « Entreprendre » dans laquelle une page sera dédiée aux aides aux agriculteurs. Cette page présentera les dispositifs d'aides aux investissements, à la plantation (arbres, haies) et aux circuits courts.



Dès juillet 2023, les aides à l'investissement pour les agriculteurs, prévues dans le cadre du Fond d'Initiative Locale à l'Agriculture (FILA) ainsi que les aides à la plantation seront mises en ligne. Les dates limites de dépôts des dossiers sont fixées au 15 octobre 2023.

Courant 2024, les aides liées aux entreprises et associations pour favoriser les projets de transformation et la commercialisation en circuits courts et de proximité.

Le site Internet permet de retrouver l'ensemble des cahiers des charges et les informations complètes relatives à ces appels à projet.

NB - Si le site « Entreprendre » n'est pas tout à fait finalisé en juillet 2023, les appels à projets pour les aides à l'investissement et à la plantation seront consultables sur le site principal de Bordeaux métropole.

*Les éléments de présentation sont consultables diapo 16.*

## La candidature à l'AMI Démonstrateurs Territoriaux

Bordeaux Métropole, avec un ensemble de partenaires (agricoles, alimentaires, institutionnels) porte une candidature pour répondre à [l'AMI Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaire](#).

**Objectif de cet AMI :** avoir une stratégie de transformation des systèmes agricoles et alimentaires à l'échelle territoriale choisie de manière coordonnée avec un ensemble d'acteurs dont une collectivité.

Cet AMI se structure en deux parties, une phase d'incubation de 18 mois avec 300 000€ de subventions pour faire les études et structurer le projet et une phase de réalisation entre 2 Millions et 10 Millions de subventions pour une durée de 5 ans. La date de dépôt de la candidature est fixée au 28 septembre 2023

La Métropole de Bordeaux structure une réponse selon 3 axes :

- **Axe 1 :** Soutenir la production et l'installation des exploitants avec une volonté de faire émerger un réseau de fermes agricoles à l'échelle du SCOT ;
- **Axe 2 :** Structuration de la transformation alimentaire pour répondre à la demande de la restauration collective, mais aussi des autres segments de la distribution (GMS, magasins spécialisés, aide alimentaire)
- **Axe 3 :** Développer des solutions logistiques en faveur des filières locales.

A ce stade, un ensemble assez large d'acteurs est mobilisé pour rejoindre le Consortium. Il est à noter que la Métropole est chef de file et prend en charge une grosse partie de l'ingénierie.

La réponse à l'AMI se place au carrefour du schéma du PAT en lien avec l'ensemble des acteurs et se pose comme levier d'actions pour aller plus loin sur le PAT de Bordeaux Métropole. Une grande majorité des partenaires de la candidature sont membres du Conseil Agricole et Alimentaire. Les territoires voisins qui sont déjà mobilisés dans des démarches de coopération bilatérales sont également mobilisés pour participer au Consortium.

Le Comité Technique Partenarial du Conseil Agricole et Alimentaire a validé la volonté de positionner le Conseil Agricole et Alimentaire comme membre du consortium au nom du réseau. Le comité technique partenarial assurera le suivi du déploiement de l'AMI, et les différents résultats de l'AMI seront partagés avec le Conseil Agricole et Alimentaire.

*Les éléments de présentation sont consultables diapo 17 à 26.*



## Questions et échanges autour de ces interventions

**MANNANT Nicolas – Mecenacité**

**Quel est le budget mis en place par la Métropole sur le FILA ?**

**Réponse :** Claire SERES informe que le budget alloué à ce fond est de 200 000 euros par an. Nous sommes en première année de la mise en œuvre de la politique du PAT ; nous espérons pouvoir mettre en place une deuxième vague de candidature d'ici novembre.

**Pour l'AMI, la surface agricole concernée est de quel ordre ?**

**Réponse :** Claire SERES précise que la surface agricole de la Métropole est d'environ 5500 ha, soit 10% de la surface totale de la métropole. Tout n'est pas en production agricole car il y a des espaces en friche, et des espaces dédiés à l'activité équine. Un des enjeux forts du PAT est de réactiver la fonction agricole des sites en friches ou milieu humides. Sur l'AMI Patrick PAPADATO précise qu'on attend beaucoup car cela va nous aider à avancer plus vite sur les sujets si nous devenons lauréats. Sur le volet production agricole, notre souhait est également de soutenir et développer la production locale. La candidature portée par Bordeaux Métropole est très ambitieuse et démontre d'une cohérence de territoire avec une vision globale de l'agriculture et de l'alimentation.

**AMARDEILH Florence – ELZEARD**

**Au regard de notre champs de compétences, comment les organisations comme les nôtres peuvent s'inscrire dans la candidature de la Métropole à l'AMI ?**

**Réponse :** Sur la partie logistique, ce qui limite le travail c'est la jeunesse de la feuille de route logistique. Nous sommes sur une feuille blanche en construction avant de pouvoir engager des partenaires extérieurs à cette réponse. Si nous devenons lauréats, nous pourrions faire entrer des partenaires extérieurs sur la phase d'incubation lorsque nous serons plus mûrs.

**Marianne GIRARD – AGAP**

**Le foncier est un point clé, mais ce qui coince souvent c'est l'habitation pour les exploitants et salariés.**

**Réponse :** le PAT dispose d'une fiche action qui prévoit de travailler sur cet axe. Nous menons des réflexions avec la direction de l'urbanisme sur la planification du PLU pour identifier comment être innovant sur la question du logement.



# Table ronde : L'exception alimentaire quelle définition, comment s'en emparer en tant que collectivité ?

Pour cette deuxième plénière de l'année, nous avons souhaité traiter d'un sujet qui a été évoqué lors de la plénière du mois de Mars dernier. Nous avons traité la question de la filière légume sur la Métropole et avons fait intervenir un ensemble d'acteurs de tous horizons. Les notions de rémunération des producteurs, soutien à une production locale et du rôle des collectivités a été soulevé... nous amenant à nous poser la question de **l'exception alimentaire**...

Il n'existe pas de définition précise de l'exception alimentaire, hormis l'élément suivant : « le fait d'introduire des dispositions spécifiques aux achats alimentaires, au travers d'une « exception alimentaire et agricole » – à l'image du modèle de l'exception culturelle telle qu'elle apparaît dans la convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, et de la décision de l'UE, en 1993, d'instaurer un statut spécial pour les œuvres et la production audiovisuelles afin de les protéger des règles commerciales de libre-échange. »

L'exception alimentaire relève surtout du cadre réglementaire... On entend souvent cette expression sous le prisme de la restauration collective et de la commande publique, mais elle permet aussi de se poser plusieurs questions : comment assurer un débouché viable aux producteurs ? comment faire face à un cadre réglementaire contraignant... et surtout quelle place les collectivités peuvent et doivent-elles jouer ?

Nous avons souhaité aborder cette notion pour brainstormer avec les acteurs du Conseil Agricole et Alimentaire et son interprétation.

Pour cela, nous vous proposons d'échanger en 2 temps :

**Une table ronde** avec des « experts » du sujet ou du moins des acteurs qui ont déjà pensé exception alimentaire :

- Marion TANNIOU de France Urbaine
- Jean-Pierre TEISSIERE du SIVU de Bordeaux-Mérignac
- Nathalie CORADE de Bordeaux Science Agro et l'INRAE

Puis, sur les bases des premiers échanges et de notre vision de ce qu'est ou plutôt ce que doit-être l'exception alimentaire, nous avons organisé **3 ateliers/échanges** :

- **Atelier 1** - Comment mettre en œuvre la notion d'exception alimentaire sur le territoire ? L'échelle Métropolitaine est-elle la bonne porte d'entrée ? Quels sont les risques juridiques et les leviers ?
- **Atelier 2** – L'exception alimentaire au service d'une politique de rémunération des agriculteurs
- **Atelier 3** - Quels sont les outils à déployer par la métropole dans le cadre du PAT pour travailler sur cette notion ?

## Table ronde :

- **Marion TANNIOU – France Urbaine**

France Urbaine est l'association de référence des métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et grandes villes. C'est une association de collectivités qui incarne la diversité urbaine et promeut l'alliance des territoires. 108 adhérents sont membre de France Urbaine dont la Métropole de Bordeaux. France urbaine s'intéresse à la question des politiques agricoles et alimentaires sur les territoires et travaille sur la mobilisation des PAT sur cette question. France Urbaine réunit à la fois des Villes et des EPCI, ainsi, le réseau articule différentes visions.

L'exception agricole alimentaire est avant tout un objectif juridique qui nécessite de bouger le cadre juridique existant.

Le sujet de l'exception agricole et alimentaire dans la commande publique, on l'aborde à différents niveaux, en partant du principe que les pôles urbains ont la capacité de **faire levier** de manière significative sur l'ensemble de leur territoire en mobilisant leur compétence en restauration collective publique par exemple.

L'exception alimentaire, c'est répondre à un écueil qui existe aujourd'hui en matière de politique achat qui ne permet pas d'introduire certains critères parce qu'ils sont interdits : la notion géographique, la taille des exploitations (on ne peut pas privilégier des petites exploitations dans les marchés).

Ce que France Urbaine propose aujourd'hui, c'est de pouvoir mieux utiliser la commande publique pour être au bénéfice de stratégies de diversification, de reterritorialisation. - Également, France Urbaine connaît des freins au niveau du gouvernement et des institutions européennes pour faire avancer ce projet.



Quand on évoque cette notion, différents questionnements émergent et les réponses données ne sont pas satisfaisantes.

- On nous invite, nous collectivité, à définir plus précisément ce que nous entendons par exception agricole et alimentaire dans la commande publique :
  - o Nous avons donc proposé dans notre argumentaire, un cadre pour cette exception, notre sujet ce ne sont pas exclusivement les critères géographiques, ce n'est pas le local pour le local
- On nous dit que nous utilisons mal les marchés publics et les "astuces"
- On nous dit également qu'il faut mettre en capacité les producteurs pour répondre à une commande publique : offre agricole, transformation, logistique
  - o Le rôle des collectivités est de soutenir les producteurs et les filières pour élaborer et consolider une offre mutualisée, organisée pour répondre à la demande

Malgré ce levier, cela reste compliqué, car une stratégie achat est menée par la collectivité qui a une ingénierie achat, mais qui reste complexe à mettre en place.

L'importance est d'être sur un territoire qui déploie des stratégies de structuration de filière mais nous sommes coincés entre deux logiques : le temps qui est nécessaire pour structurer ces filières, et l'urgence de répondre au renouvellement des exploitants sur un territoire et à l'enjeu de solvabilisation de celles-ci.

Beaucoup d'outils se développent pour répondre à cet enjeu sur les territoires, et malgré tout même, si cela est utile, il n'en reste pas moins qu'il faut travailler davantage sur la commande publique. Un dernier exemple qui démontre que cette exception alimentaire et agricole est utile et fonctionne déjà, c'est que des territoires et collectivités ont déjà enclenché des actions sans attendre qu'il y ait un cadre réglementaire qui le définisse. C'est le cas par exemple du Département de la Dordogne qui travaille au plus près de ses établissements de restauration collective assurant la fonction achat, en les accompagnant de manière cohérente permettant le soutien aux producteurs du territoire, majoritairement bio.

France Urbaine réalise un travail de lobbying via des plaidoyers qui vise les services de l'état et le gouvernement pour qu'ils soutiennent cette position en Europe et qui vise l'Europe également à destination des parlementaires.

Pour en savoir plus : [Il faut introduire l'exception alimentaire et agricole dans nos marchés publics ! | France urbaine](#)

Sur la Métropole de Bordeaux, nous avons des acteurs engagés, et ce depuis de nombreuses années dans la mise en place d'une exception alimentaire au travers de sa démarche achat, c'est le cas du SIVU de Bordeaux-Mérignac. Le SIVU produit environ 25 000 repas par jours à destination de la restauration collective de ses communes membres. Zoom sur leur expérience.

#### ■ Jean-Pierre TEISSEIRE – SIVU Bordeaux-Mérignac

La problématique reste dans le fait que la commande publique nous impose de respecter et la question qu'il faut se poser est : faut-il rester dans le cadre de la commande publique ou faut-il être « border line » ?

Au SIVU, la question s'est posée : reste-t-on sur un cadre juridique posé ou est-ce qu'on intègre des critères qui permettent de travailler sur des approvisionnements plus locaux. Les élus se sont positionnés en faveur de la deuxième option.

Les principes qui ont été retenus pour soutenir l'offre locale sont les suivants :

- La saisonnalité
- L'équilibre matière
- La juste rémunération

Ces principes ont permis de définir des **critères qualitatifs** et on a intégré 2 notions : les **circuits courts** pour limiter le nombre d'intermédiaires et la notion de « **proximité** ». Pour limiter les soucis de critère géographiques, le SIVU a travaillé sur des critères plus précis dans ses marchés publics sur la fraîcheur des produits, la réactivité en cas de livraison et le contrôle des fournisseurs (avoir la capacité de réaliser des visites de ferme par exemple).

Cette méthode a été mise en place depuis 6-7 ans et depuis peu, le SIVU met en place une démarche commerce équitable afin de garantir que le producteur soit correctement rémunéré. Les marchés sont donc rédigés sur 4 ans afin de pérenniser la contractualisation en s'engageant sur un prix annuel selon les filières, en adaptant les formules de révision adaptées aux filières etc. Cette méthodologie a permis au SIVU d'atteindre 50% de produits bio.

Le SIVU a également dans le cadre de son sourcing atteint les filières suffisamment organisées pour leur permettre de soutenir correctement avec un bon prix payé une offre locale, tout en restant dans le cadre de la commande publique. Cette méthode a été affichée par le SIVU sur les volontés mises en place. L'objectif est de s'intégrer dans un échange gagnant/gagnant.





Pour terminer, Jean-Pierre TEISSEIRE précise que le plus important n'est pas le marché public, car le cadre bloquant de la commande publique peut être contourné et le rôle de la collectivité est justement de mettre en place des solutions adaptées pour promouvoir une offre locale cohérente. Dépasser ces blocages est permis grâce à une structure achat importante qui leur permet de travailler leurs marchés. L'avantage du SIVU malgré tout est l'effet de taille. L'exception alimentaire est un appel d'air pour permettre aux petites collectivités de favoriser une offre locale car la contrainte du marché public les restreint dans leur capacité à échanger avec des producteurs locaux.

L'exception alimentaire doit être portée par les élus pour définir une cadre : qu'est-ce- que l'exception alimentaire, comment peut-on faire pour mieux rémunérer ? Ce cadre doit être défini par les élus, à l'échelle de chaque collectivité, mais aussi la Métropole, voire la région au regard des compétences qu'elle détient entre autres sur le volet agricole.

- **Nathalie CORADE – Bordeaux Sciences Agro**

Nathalie CORADE est enseignante chercheuse en économie et s'appuie sur cette expertise pour proposer sa vision de l'exception alimentaire. Parler d'exception alimentaire, veut dire qu'on va traiter de manière différenciée l'alimentation et l'agriculture. Ça pose question de la raison pour laquelle il s'agit donc de comprendre pourquoi on a besoin aujourd'hui de traiter ces deux notions de manière différenciée. En effet, les marchés agricoles répondent à des mécanismes propres, qu'il convient de distinguer des marchés des biens non alimentaires.

- **L'agriculture est une activité d'intérêt général** (activité qui va apporter de la nourriture, des services écosystémiques) et jusqu'à preuve du contraire toutes les activités sont d'intérêt général. Il n'y a aucune raison que seul ayant à sa charge le coût de l'activité soit celui qui la produit, au regard des bénéfices qui en découlent pour tous. Il est donc normal qu'on « collectivise » le coût généré par les produits agricoles. Donc c'est une exception à laquelle on devrait porter attention.
- Le deuxième élément d'exception c'est le **fonctionnement du marché agricole**. Les marchés agricoles sont des marchés qui sont très volatiles car la demande en alimentation elle est régie par nos besoins en produits (capacité à se nourrir), alors que l'offre est variable en fonction de différentes conditions (naturelles, économiques, structurelles...). L'agriculteur ne sait pas forcément à quel prix il va être rémunéré en fonction de la logique de marché. C'est aussi pour cela que la PAC avait mis en place dans les années 60 une politique de régulation des prix qui n'existe plus aujourd'hui. Or on sait qu'en agriculture il est nécessaire de réguler les marchés pour notamment garantir un revenu minimum aux agriculteurs.

Toutes ces raisons permettent d'expliquer pourquoi il est important de renvoyer cette notion à des faits. Il est souhaitable de **différencier les notions d'agriculture et d'alimentation**. Ça renvoie à des questions réglementaires : pour quelle raison aujourd'hui les agriculteurs sont soumis aux règles du marché ?

En parallèle, les collectivités publiques territoriales sont, elles-mêmes sont encadrées dans des logiques qui peuvent les déborder. Néanmoins le rôle des élus est de faire monter au créneau ces exigences-là. Il existe des marges de manœuvre mais à défaut de faire bouger les choses par le haut, les collectivités ont des marges limitées face aux enjeux.

Le local rend moins instables les conditions des agriculteurs car les marchés locaux sont moins volatiles que les marchés internationaux, d'où l'intérêt des marchés de proximité afin d'ancrer des choses pour le monde agricole.



## Questions et échanges autour de ces interventions

### **BINDNER Barbara - Local Attitude**

Ne faut-il pas élargir le périmètre dans un but de solidarité entre les territoires à partir de critères qui sont qualitatifs et qui tiennent compte de l'intérêt général ?

**Réponse :** Marion TANNIOU rebondit sur la dimension de solidarités interterritoriales en précisant que le fait que cela dépasse le périmètre métropolitain est constaté dans la plupart des PAT. L'autonomie alimentaire d'un territoire n'a pas de sens. Dans un premier temps car sur le territoire urbain c'est impossible et également car cela voudrait dire qu'un territoire fertile avec une ressource importante bénéficierait de ses ressources pour ses propres besoins au détriment d'un territoire plus en difficulté, et nous observons également que les aléas climatiques peuvent déséquilibrer les productions agricoles et ainsi apporter une variabilité de disponibilité de l'offre. Aujourd'hui dans les PAT, il est nécessaire de mettre en place une échelle à géométrie variable pour travailler un approvisionnement qui tienne compte de la disponibilité de son territoire, mais aussi des territoires voisins. Exemple du travail entre la Ville de Paris et les territoires voisins ou Rennes et ses territoires voisins qui travaillent sur la qualité de l'eau.

Nathalie CORADE ajoute que l'agriculture a plusieurs fonctions. Il y a eu des politiques qui ont porté la question de la multifonctionnalité de l'agriculture qui s'est perdue. L'agriculture a une fonction écologique, sociale, culturelle... ces dimensions sont peu approchées d'où la question de l'exception alimentaire.

### **Anne FAHMY – Elue Bordeaux Métropole**

Anne FAHMY est ancienne juriste en droit européen de la concurrence, et s'exprime au titre de cette expertise. Elle précise que chaque élu peut aider à porter une réflexion. Mais attention, on parle quand même d'une exception ; il faut regarder avant tout si on peut actionner tous les moyens qui sont en notre possession et ce que le code de la commande publique nous permet.

Nous sommes face aujourd'hui à plusieurs enjeux : les difficultés du monde agricole, les questions de souveraineté alimentaire, de transition écologique et c'est le moment de se poser la question. Cependant, quand on veut réussir à atteindre à un objectif il faut être prudent dans le point de départ. Le point de départ ici est de voir si on peut utiliser et faire évoluer le code de la commande publique pour une alimentation locale pour la restauration collective.

On parle d'une exception à une libre circulation des marchandises et à un code qui a été fait pour construire le marché intérieur, qui n'a certes plus trop de sens pour nous, mais il faut l'avoir en tête. Le débat est intéressant car il ouvre sur d'autres sujets très liés.

Pour réussir, il faudra donc définir le périmètre : est-ce qu'on parle d'une exception agricole ? alimentaire ? est-ce qu'on parle d'une exception alimentaire pour la restauration collective uniquement ? Pour ensuite structurer et avancer sur le sujet. Il sera donc nécessaire une fois tous les sujets abordés de partir d'un point de départ atteignable. Le périmètre géographique sera important car si on porte une démarche métropolitaine à l'échelle de notre PAT, ce n'est pas le même périmètre que celui de la Région.

**Réponse :** Marion TANNIOU rebondit en précisant que l'exception agricole et alimentaire c'est une évolution du droit, c'est un droit de dernière génération qui s'est constitué sur l'élaboration du marché commun et qui a mis en avant la transparence et la lutte contre la corruption. Aujourd'hui il y a une mise en concurrence de différents motifs et intérêts généraux qui n'arrivent pas à s'articuler correctement (développement territorial et transition écologique) et tous les enjeux de marché communs qui sont toujours pertinents. Pour France Urbaine la définition est très claire : c'est exclure 50% du volume d'achats annuels par des procédures formalisées sous réserve que cette démarche soit adossée à un motif d'intérêt général correctement objectivé. Les PAT doivent alors travailler sur leur diagnostic territorial pour s'interroger sur la capacité à avoir un système résilient.

Jean-Pierre TEISSEIRE ajoute que le SIVU a défini des objectifs en interne. A la base de la démarche, l'identification de l'offre disponible localement (volume, logistique...) a permis de définir le futur cadre d'achat. Les échanges se sont faits très tôt en amont pour bien définir le cadre dans lequel nous travaillons. Ainsi, aujourd'hui, les convives consomment une grande part de produits issus de leur territoire.





## **Ateliers :**

Simultanément, les 3 ateliers ont permis de « débroussailler » à travers plusieurs clés d'entrée la notion d'exception alimentaire. Ci-dessous les conclusions des échanges.

### **■ Atelier 1 - Comment mettre en œuvre la notion d'exception alimentaire sur le territoire ? L'échelle Métropolitaine est-elle la bonne porte d'entrée ? Quels sont les risques juridiques et les leviers ?**

L'idée de l'atelier est de définir sous quel angle on doit prendre la notion d'exception alimentaire ? L'alimentation est-elle la bonne porte d'entrée ainsi que l'échelle métropolitaine. Et si oui qu'est-ce qu'on peut faire ?

Il n'y a pas de définition claire au niveau nationale, et donc pas métropolitaine... on se pose la question du spectre.... Ne devait-on pas aller jusqu'à l'exception agricole et alimentaire. L'objectif ici est de savoir si on doit poser une définition de cette notion, et si on doit la définir sous quel angle ?

## **Sur le choix du périmètre :**

Le choix du périmètre est plutôt lié aux pratiques agricoles. D'une part parce que le territoire n'a pas forcément des spécificités en dehors du fait d'appliquer certaines pratiques. Pour information, le PAT de Bordeaux Métropole a défini le local comme étant la Nouvelle-Aquitaine et départements limitrophes au regard de la disponibilité des filières.

Malgré tout ça dépend de ce que l'on parle. Si l'exception alimentaire, ce sont les donneurs d'ordre qui s'entendent ensemble pour mettre un cadre commun et répondre aux critères de transparence et d'intérêt général, l'échelle métropolitaine est intéressante car les communes échangent déjà sur ces enjeux ; Cela ne veut pas pour autant dire que l'exception alimentaire va concerner que le territoire de la Métropole. Sur la question du portage de plaidoyer et de fonctionnement collectif porté par des élus, la Métropole est le bon niveau car nous avons déjà un espace d'échange sur cette thématique. Si on fait évoluer le périmètre, cela ajoute plus d'acteurs et peut complexifier. La question à se poser au sein de la Métropole, c'est : qu'est-ce qu'on veut manger ? Il est nécessaire de bousculer le sujet.

Eventuellement on pourrait faire évoluer le périmètre pour avoir une exception alimentaire locale issue du territoire du PAT. Les acteurs du Conseil Agricole et Alimentaire de Bordeaux Métropole et plus précisément les acteurs de la restauration collective en donnant aujourd'hui le périmètre géographique des achats actuels. Ce périmètre pourra ainsi définir le périmètre le plus adéquat pour porter ce sujet.

## **Comment la mettre en place ?**

Il faut définir la priorisation que l'on souhaite se donner. Par exemple en restauration collective, on devrait pouvoir prioriser l'achat sur du localisme... même si cela ne passe pas au niveau juridique.

Actuellement la problématique réside aussi dans le fait que la compétence alimentation est dans les mains de l'Etat. Il faudrait que les collectivités territoriales aient cette compétence et qu'elles puissent structurer des politiques au niveau territoriale. Ainsi l'exception alimentaire deviendrait la normalité. Les PAT peuvent le permettre. Nous sommes donc bien dans un rôle de lobby. La Métropole pourrait se charger de faire remonter la voix/ travaux de l'exception alimentaire réalisé localement.

Il est nécessaire de lier notre périmètre et notre intervention en tenant compte des difficultés de nos agriculteurs en vue de les soutenir et quels modèles nous souhaitons soutenir. Le local est-il qualitatif ? Il faut objectiver la notion d'exception alimentaire, il y a plusieurs éléments qui font que le marché n'arrive pas à produire une alimentation qualitative, respectueuse de l'environnement, saine, durable et rémunératrice. Tous ces critères sont à prendre en compte dans la notion d'exception. Mais est-ce que politiquement toutes les collectivités mettraient les mêmes critères dans cette définition ?

## **Proposition :**

Le périmètre de travail **doit être métropolitain** car nous pouvons définir des objectifs politiques et techniques communs. De plus, nos élus travaillent actuellement à une stratégie politique en ce sens. Cependant, le périmètre d'intervention doit être plus large. Il faut une connexion avec les territoires voisins et plus largement avec la région. La Métropole doit ensuite faire remonter ses travaux au niveau national pour atteindre le niveau européen.

Le **risque juridique** réside dans le fait que cela peut aller à l'encontre du cadre actuel de la commande publique par exemple

La notion d'exception alimentaire doit intégrer différents éléments et une vraie définition afin d'avoir un discours commun :

- que souhaitons-nous défendre comme modèle agricole ?
- qu'est-ce que l'on consomme actuellement ?
- quelle est la position de nos élus ?
- associer l'agriculture et l'alimentation

Une fois que le modèle, la stratégie et les critères seront définis, il sera nécessaire de faire des connexions avec les territoires voisins pour identifier la compatibilité. Il faudra également statuer sur le portage politique.



▪ **Atelier 2 – L'exception alimentaire au service d'une politique de rémunération des agriculteurs**

Cet atelier aborde la question de la rémunération du producteur si l'exception alimentaire devait être mise en œuvre sur le territoire métropolitain dans le cadre de marchés publics pour la restauration collective.

Le tableau ci-dessous résume les différents axes de travail proposés par les membres de l'atelier.

Thème	Action
<b>Leviers de la consommation</b>	Mise en place de la Sécurité sociale de l'Alimentation
	Sensibiliser les consommateurs à acheter sur les circuits courts des productions locales et de qualité
<b>Leviers de la production agricole</b>	Renforcer les organisations collectives des producteurs (CUMA, outil de transformation, logistique, etc.)
	Renforcer les partenariats publics / privés
	Augmenter les volumes pour optimiser les prix unitaires
	Renforcer la diversification des productions agricoles : baisser les aides surfaciques, choisir des variétés et des méthodes de production plus résilientes (apport de MO)
	Rémunérer les services écosystémiques aux agriculteurs
	Créer un label commerce équitable en partenariat avec la restauration collective et les groupements de producteurs
	Mettre en place une plateforme de compostage sur l'exploitation pour compléter les revenus de l'exploitant
<b>Leviers de l'action publique</b>	Orienter les subventions à l'investissement : équipement, transformation, etc.
	Faciliter l'accès des porteurs de projet au foncier : maîtrise foncière et possibilité de fermage sur du foncier public, création de réserve foncière, etc.
	Renforcer les protections douanières
	Sécuriser la demande alimentaire des collectivités : structurer les besoins, évaluation des besoins annuels pour les mises en culture
	Contractualiser avec les producteurs pour produire plus de volumes
	Créer une régie agricole
<b>Sensibiliser les restaurateurs d'entreprises</b>	Sensibiliser les restaurateurs à l'agriculture locale, ses contraintes et les productions (avec leur saisonnalité)
	Renforcer la médiation entre les parties
	Sensibiliser les restaurateurs à la flexibilité des productions
	Mettre en place des engagements commerciaux pluriannuels entre producteurs et acheteurs

▪ **Atelier 3 - Quels sont les outils à déployer par la métropole dans le cadre du PAT pour travailler sur cette notion ?**

Les participants ont d'abord listé tous les problèmes que rencontrent les systèmes alimentaires :

- Volumes produits inadaptés par rapport à la demande ;
- Agriculteurs non rémunérés au juste prix ;
- Complexité des marchés publics / rigidité des contrats sur les volumes ;
- Coût très important de la logistique ;
- Difficulté pour les agriculteurs de trouver des débouchés ;
- Manque de visibilité des fournisseurs locaux par les acheteurs ;
- Difficulté pour trouver certains produits sur le territoire : contrainte de manque des produits souhaités – contrainte du prix.

Il a bien été précisé que la restauration collective publique ne représente que 2 à 5% de la consommation des territoires donc c'est un levier mais qui ne suffira pas pour travailler sur les filières.

Ensuite, la discussion a porté sur les actions que BM met en place et doit déployer pour travailler sur la notion d'exception alimentaire.



Sujets	Bordeaux Métropole – actions en cours	Bordeaux Métropole – actions à lancer
Sensibiliser la GMS au prix juste des agriculteurs	Premières prises de contact avec les GMS	Contactier les GMS pour discuter avec eux sur le prix juste pour les agriculteurs et la diminution des marges sur les produits bio
Mettre en lien les fournisseurs et les acheteurs	<p>Elargir la réponse en appuyant les réponses existantes (Au près du cuisinier, etc.)</p> <p>Accompagner les cuisines centrales pour faire du gré à gré et travailler avec des producteurs locaux</p> <p>Sourcing mutualisé et référencement de l'offre disponible</p>	<p>Outil de communication à mettre en place pour connecter les agriculteurs et les acheteurs → sourcing à mutualiser sur les territoires pour lister les fournisseurs</p> <p>La métropole se porte garante de la solidité du producteur</p> <p>Travailler avec les AMAP locales pour diversifier les débouchés des agriculteurs</p> <p>Créer des coopératives entre agriculteurs</p> <p>Davantage travailler avec les structures agricoles locales</p>
Accompagner les acteurs locaux sur les sujets logistiques	<p>Adoption d'une feuille de route logistique en 2023</p> <p>Construction d'un plan d'action pour la logistique alimentaire</p>	
Soutenir les agriculteurs	Soutien technique et financier aux agriculteurs de Bordeaux Métropole	Accompagner les agriculteurs pour qu'ils planifient leur récolte en fonction des besoins

L'exemple de la Vienne a été donné : la plateforme [Agrilocal](#) permet un référencement des producteurs avec la liste des produits des producteurs et une liste des acheteurs potentiels sur le même site internet.

**Pour résumer, l'outil le plus souvent abordé est la création d'une cartographie des fournisseurs locaux pour diffuser l'information aux acheteurs.**

**Pour tout contact avec l'équipe PAT : [pat@bordeaux-metropole.fr](mailto:pat@bordeaux-metropole.fr)**

